

# Rwanda 2017 :

## Une stratégie de verrouillage à la veille des élections

### Informations clés

En 2010, Paul Kagame, le candidat du Front patriotique rwandais (FPR), avait remporté les élections avec 93,08% des voix (soit 4 638 560 électeurs). Les élections de 2010 s'étaient déroulées dans un climat de répression et de peur, ayant notamment résulté dans l'assassinat du vice-président du Parti vert démocratique du Rwanda (DGPR), André Kagwa Rwisereka dont le corps avait été retrouvé décapité, et d'un journaliste.

Le référendum du 18 décembre 2015 avait conduit au changement de la constitution, autorisant ainsi le président Kagame à briguer un troisième mandat présidentiel de 7 ans, qui pourrait être suivi de deux autres de 5 ans chacun. Kagame pourrait de ce fait rester à la tête du Rwanda jusqu'en 2034.



Le 4 août prochain, les électeurs rwandais sont appelés à se rendre aux urnes. Le président Paul Kagame, à la tête du pays depuis 2000, se présente pour un troisième mandat et a commencé sa campagne le 14 juillet dernier. Face à une opposition très faible, il ne fait aucun doute qu'il remportera avec une majorité éclatante ces élections, qui, comme les deux précédentes, semblent jouées d'avance.

Pourtant, ces derniers mois, en dépit d'une victoire quasi assurée, Kagame a tout fait pour sécuriser sa victoire et museler ses opposants qui dénoncent le « non-sens » d'un scrutin considéré comme un « simulacre ». <sup>1</sup> Nous allons ainsi voir dans ce texte en quoi a consisté la stratégie de Kagame pour verrouiller les élections et quels sont ses soutiens pour les élections à venir.

Ce document présente une rétrospective des différents acteurs sur lesquels l'actuel président s'est appuyé pour rester au pouvoir et pour maintenir un climat de peur parmi les (rares) opposants politiques et médiatiques.

<sup>1</sup> Jambo News, « Les élections présidentielles de 2017 ont-elles un sens ? » (consulté le 17 juillet 2017) <http://www.jamboNews.net/actualites/20170306-rwanda-les-elections-presidentielles-de-2017-ont-elles-un-sens%E2%80%89/>

## Le Front patriotique rwandais (FPR) : un contrôle effectif du territorial

Sans s'étendre outre mesure sur le Front patriotique rwandais (FPR)<sup>2</sup>, il n'est pas inutile de rappeler que ce parti de la majorité présidentielle soutient Kagame depuis la fin du génocide en 1994. Depuis les législatives de 2013, le FPR et ses satellites – le parti social-démocrate et le parti libéral – disposent de la quasi-totalité des sièges à l'Assemblée.

Il bénéficie également d'un fort ancrage territorial au travers des *abakada* (cadres du FPR présents dans chaque commune), des *Local Defense Forces* (milices de jeunes formés par l'État pour venir en appui à l'armée régulière) et des *intores* (unités au service du FPR officiellement chargées de la sécurité des citoyens).

Ces trois structures décentralisées représentent un moyen pour le FPR de contrôler l'ensemble du pays par une surveillance accrue de la population et un accès privilégié à l'information (notamment dans un but de censure et d'encadrement de l'opposition).

La présidente des FDU-INKINGI, Victoire Ingabire Umuhoya, opposante vivace au régime du FPR, a fait les frais de ce système. Après avoir annoncé son intention de se présenter aux présidentielles de 2010, elle fût placée sous résidence surveillée puis condamnée à 15 ans de prison pour « conspiration contre les autorités par le terrorisme et la guerre, minimisation du génocide de 1994 et propagation de rumeurs dans l'intention d'inciter le public à la violence ». Elle purge actuellement sa sixième année d'emprisonnement.

## La Commission électorale rwandaise (NEC) : un organe de censure sous la coupe du gouvernement

Le 30 mai dernier, la Commission électorale nationale (NEC) du Rwanda avait décidé d'obliger *“les partis ou les individus souhaitant faire campagne sur Facebook, Twitter, WhatsApp, Instagram, YouTube ou d'autres sites internet à soumettre le contenu pour approbation 48 heures à l'avance”*.

Le lendemain, elle est revenue sur sa décision suite aux critiques de certains cadres rwandais et aux déclarations des États-Unis et de l'Union européenne condamnant fermement cette atteinte à la liberté sur les réseaux sociaux.<sup>3</sup> En effet, dans un pays où l'usage d'internet et des smartphones ne fait que croître, les campagnes digitales sont cruciales pour les “petits” candidats qui veulent faire connaître leurs idées.

Pour autant, la NEC, acquise à la cause du FPR, n'a retenu que deux candidatures – celle de Frank Habineza du Parti vert démocratique du Rwanda (RPGD), et de Philippe Mpayimana, ancien journaliste et candidat indépendant – en plus de celle de Kagame. Selon elle, les autres candidats auraient échoué à obtenir les 600 parrainages de citoyens (falsifiés, pour certains) ou auraient des dossiers incomplets<sup>4</sup>. La liste, connue depuis le 7 juillet seulement, a ainsi vu disparaître les noms de quatre candidats.

Certains observateurs soulignent toutefois que pour la première fois, un parti d'opposition est autorisé à concourir dans une élection présidentielle<sup>5</sup>. Mais dans un contexte où l'opposition est déjà très faible, cet « effort » consenti apparaît risible. D'autant plus que la NEC s'appuie sur le Forum de concertation des partis et des formations

---

<sup>2</sup> Pour en savoir plus, voir notre précédente publication sur le sujet en partenariat avec l'Institut catholique de Paris (ICP). OSC et ICP, Le Front patriotique rwandais : quelle stratégie pour la conservation du pouvoir en 2017 ?

[http://othersolutions.eu/wp-content/uploads/2017/06/1705\\_OSC-ICP\\_-Rwanda-le-Front-patriotique-rwandais\\_VF.pdf](http://othersolutions.eu/wp-content/uploads/2017/06/1705_OSC-ICP_-Rwanda-le-Front-patriotique-rwandais_VF.pdf)

<sup>3</sup> Jeune Afrique, Présidentielle au Rwanda : marche arrière de la commission électorale sur le contrôle des réseaux sociaux (consulté le 17 juillet 2017) <http://www.jeuneafrique.com/444416/politique/presidentielle-rwanda-marche-arriere-de-commission-electorale-controle-reseaux-sociaux/>

<sup>4</sup> Jeune Afrique, Rwanda : Paul Kagame affrontera deux autres candidats lors de la présidentielle (consulté le 17 juillet 2017) <http://www.jeuneafrique.com/455536/politique/rwanda-paul-kagame-affrontera-deux-autres-candidats-lors-de-presidentielle/>

<sup>5</sup> RFI, « Présidentielle au Rwanda : deux candidats seront opposés à Paul Kagame » Disponible en ligne sur <http://www.rfi.fr/afrique/20170707-presidentielle-rwanda-deux-candidats-opposes-paul-kagame> (consulté le 17 juillet 2017)

politiques, un organe qui contrôle le nombre de partis au nom de la lutte contre le divisionnisme, et qui détermine par là même l'existence d'opposants « officiels » au régime.

## Une opposition réduite au silence

Fort du soutien du FPR et de la NEC, qui lui fournissent un réseau d'informateurs présents partout sur le territoire, Kagame s'assure un contrôle très large de la population. Or, dans un rapport du 7 juillet 2017, Amnesty International dénonce le climat de peur qui entoure la présidentielle rwandaise et les attaques répétées à l'encontre de la presse, des politiciens et des défenseurs des droits de l'homme<sup>6</sup>.

Ces derniers mois en effet, des candidats potentiels à l'élection présidentielle ont été pris pour cible, à l'exemple de Diane Rwigara. Quelques jours après avoir annoncé sa candidature et dénoncé l'absence de liberté d'expression sous le régime Kagame, cette dernière a été victime d'une campagne de diffamation sur les réseaux sociaux diffusant des photos dénudées. Philippe Mpayimana, un autre candidat, et Diane Rwigara ont tous deux dénoncé le harcèlement et les tentatives d'intimidation subis par leurs militants lors du recueil des signatures des parrains nécessaires à la validation de leur candidature.

Les médias sont, eux aussi, victimes du climat de suspicion qui règne dans le pays. En 2016, trois journalistes d'investigation ont été condamnés à des peines de prison pour avoir enquêté sur la corruption et les morts suspectes au Rwanda. Ces actions de répression brutale ont amené l'opposition à se censurer sensiblement, voire partir en exil.

À ce climat de suspicion s'ajoutent les révélations de ces dernières semaines concernant le rôle de l'armée française dans la vente d'armes lors du génocide de 1994. Kagame se retrouve plus que jamais en position de force dans les échanges diplomatiques internationaux<sup>7</sup>, et légitime sa stature de chef d'État intransigeant et soucieux de l'image du pays auprès de la population rwandaise dans ses thèmes de campagne.

## Conclusion : en l'absence de débat, un plébiscite annoncé

À quelques jours du scrutin, Kagame ne ménage pas ses efforts pour sa campagne éclair à travers le pays. Il a engagé des frais très importants et planifié de nombreux déplacements, une organisation qui peut surprendre, alors que le résultat semble connu d'avance. Le 14 juillet dernier, il a d'ailleurs annoncé à mots à peine couverts sa victoire prochaine<sup>8</sup>. Mais s'il fallait encore une preuve de sa volonté de garder le Rwanda sous son emprise, Kagame se fait accompagner à chacun de ses meetings d'un cortège d'"hommes en noir" armés qui encadrent la foule<sup>9</sup> et rappellent aux citoyens la marche à suivre.

Certains annoncent que Frank Habineza (40 ans) pourrait créer la surprise en focalisant son programme sur la jeunesse rwandaise.<sup>10</sup> Il espère en effet compter sur le soutien de membres dissidents du FPR, tels que Charles

---

<sup>6</sup> Amnesty International, « Rwanda le contexte des élections : deux décennies de répression contre la dissidence » Disponible en ligne sur <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr47/6585/2017/fr/> (consulté le 17 juillet 2017)

<sup>7</sup> Jeune Afrique, « Rwanda : Paul Kagame s'en prend à "ceux qui ne sont pas au clair avec le génocide des Tutsis" » Disponible en ligne sur <http://www.jeuneafrique.com/426144/politique/rwanda-paul-kagame-sen-prend-a-ne-clair-genocide-tutsis/> (consulté le 17 juillet 2017)

<sup>8</sup> Jeune Afrique, Présidentielles au Rwanda : Paul Kagamé donne un coup d'envoi à sa campagne (consulté le 17 juillet 2017) <http://www.jeuneafrique.com/457744/politique/presidentielle-rwanda-paul-kagame-donne-coup-denvoi-a-campagne/>

<sup>9</sup> Le Monde, Au Rwanda, Amnesty dénonce un climat de peur avant la présidentielle (consulté le 17 juillet 2017) [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/10/au-rwanda-amnesty-denonce-un-climat-de-peur-avant-la-presidentielle\\_5158593\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/10/au-rwanda-amnesty-denonce-un-climat-de-peur-avant-la-presidentielle_5158593_3212.html)

<sup>10</sup> Le Point, Présidentielle au Rwanda : trois candidats, trois réalités (consulté le 17 juillet 2017) [http://afrique.lepoint.fr/actualites/presidentielle-au-rwanda-trois-candidats-trois-realites-17-07-2017-2143735\\_2365.php](http://afrique.lepoint.fr/actualites/presidentielle-au-rwanda-trois-candidats-trois-realites-17-07-2017-2143735_2365.php)

Kabanda, président fondateur du FPR, devenu secrétaire général du RPGD. Mais il est fort à parier qu'Habineza ne rencontrera qu'un succès très limité. L'autre candidat, quasi inconnu du grand public, a encore moins de chances de remporter ne serait-ce que quelques pourcents de l'électorat.

Dès lors, on ne peut que penser que les élections à venir ne sont qu'un simulacre visant à légitimer la position de Kagame à la tête de l'État.



*Le président Kagame s'adressant à ses sympathisants à Nyamagabe, province du Sud, le 16 juillet 2017 (Photo : newtimes.co.rw)*